



La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles et l'abrogation du projet de loi « anti-casseurs ».

Alors que les annonces faites par le président de la République ou son gouvernement n'ont pas répondu aux attentes, alors que des lois portant atteinte aux libertés syndicales et de manifester sont votées, que les prix des produits de consommation courante continuent à la hausse, que la suppression de l'ISF n'est pas remise en cause, que le chômage progresse... Le « grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales.

Le patronat, particulièrement celui des grands groupes, porte une grande responsabilité dans l'exaspération sociale. Dans les entreprises, les salariés sont considérés comme un coût et non pour ce qu'ils sont : une richesse.

En ce qui concerne la Fonction Publique, la financiarisation à outrance, la course effrénée à la rentabilité et surtout, le transfert d'activités de responsabilités publiques vers le privé occasionnent des dégâts immenses. Les agents sont en première ligne et sont les victimes, au même titre que les utilisateurs, de cette politique destructrice.

Dans ce contexte, il s'agit de gagner :

- La hausse immédiate du smic à 1800€ brut mensuel, l'augmentation générale des salaires et des pensions, la revalorisation immédiate du point d'indice pour les fonctionnaires
- La ré-indexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- Le retrait des contre-réformes « *Dussopt* », « *Buzin* », « *Blanquer* » dans la fonction publique
- L'abrogation des lois « *Rebsamen* », « *El Khomri* »
- Le retrait des ordonnances « *Macron* » qui cassent le droit du travail
- L'abandon de l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers et la fin de la sélection à l'université
- L'abandon de la politique « *à la carte* » (carte scolaire, carte des hôpitaux, carte des gares, etc...)

Nous exigeons, par exemple :

- Pour la santé, le retour à l'offre de soins de proximité s'appuyant sur des services publics de proximité, hôpitaux, centres de santé
- Pour l'éducation, l'abandon des réformes du lycée, du baccalauréat et de la voie professionnelle ainsi que l'abrogation immédiate de la loi dite de l'« *école de la confiance* »

Nous réclamons la gratuité des transports urbains, le retour à la retraite à 60 ans, le maintien des 42 régimes particuliers et l'abandon de toute réforme de retraite par points. Nous voulons plus de justice fiscale, plus de justice sociale et le retour d'une réelle démocratie.

Ainsi, nous placerons le débat là où il doit être.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Sud et Solidaires de la Charente appellent toutes celles et ceux désireux de faire changer les choses à faire grève dans les entreprises et les services et à rejoindre les privés d'emploi, les précaires et les retraités pour participer à la manifestation départementale :

Mardi 19 mars 2019

- **ANGOULÊME** : 10 heures -> Départ de la gare
- **ROUMAZIÈRES** : 14 heures -> Départ au marché couvert